



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط

DOSSIER DE PRESSE

UpM 2015

media@ufmsecretariat.org



The UfM Secretariat
is co-funded by the
EUROPEAN UNION

À propos de l'UpM

Qu'est-ce que l'Union pour la Méditerranée ?

L'Union pour la Méditerranée (UpM) est une organisation intergouvernementale rassemblant 43 pays : 28 États membres de l'UE et 15 pays du sud et de l'est de la Méditerranée. Il s'agit d'une plateforme régionale unique visant à améliorer le dialogue politique, la coordination et la coopération au sein de la région euro-méditerranéenne.



Le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée développe des projets et des initiatives de coopération régionale dans les domaines de l'énergie, de l'environnement, de l'éducation, des transports, du développement d'entreprises et des affaires sociales. Le Secrétariat général travaille en étroite collaboration avec des gouvernements et est en mesure de mobiliser un réseau actif de partenaires euro-méditerranéens pour assister les promoteurs de projets tout au long du cycle de vie des projets, de leur création à leur mise en œuvre.

Dirigé par un Secrétaire général, assisté de secrétaires généraux adjoints mis à disposition par la Palestine, l'Israël, la Turquie, la France, l'Italie et le Portugal, le Secrétariat général de l'UpM est composé de plus de 55 membres (diplomates, financiers et gestionnaires de projets), issus de 23 pays de la région, ainsi que des représentants de la Commission européenne et des institutions financières (BEI, BERD, CDC).

« Le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée met l'accent sur la mise en œuvre de projets et d'initiatives de coopération régionale dans les domaines de l'énergie, de l'environnement, de l'éducation, des transports, du développement d'entreprises et des affaires sociales. »

Quel est l'objectif de l'UpM ?

Notre objectif stratégique est de renforcer la coopération et l'intégration régionale au sein de la région euro-méditerranéenne en agissant en tant que plateforme régionale à travers la mise en œuvre de projets ou d'initiatives concrets ayant une répercussion tangible sur les citoyens de la région. **Quarante-trois pays** se sont mobilisés pour renforcer la coopération régionale en Méditerranée.

Membres :

Albanie · Algérie · Allemagne · Autriche · Belgique · Bosnie-Herzégovine · Bulgarie · Chypre · Croatie · Danemark · Égypte · Espagne · Estonie · Finlande · France · Grèce · Hongrie · Irlande · Israël · Italie · Jordanie · Lettonie · Liban · Lituanie · Luxembourg · Malte · Maroc · Mauritanie · Monaco · Monténégro · Palestine · Pays-Bas · Pologne · Portugal · République Tchèque · Roumanie · Royaume-Uni · Slovaquie · Slovénie · Suède · Syrie · Tunisie · Turquie

Comment l'UpM a vu le jour ?

Trois dates clés expliquent l'histoire et le contexte du lancement de l'Union pour la Méditerranée ainsi que la création de son Secrétariat général à Barcelone :

1995 – Processus de Barcelone

Le Processus de Barcelone est amorcé en 1995 dans le but de renforcer les relations entre l'Europe et les pays du sud de la Méditerranée dans le cadre d'une association euro-méditerranéenne forte contribuant à établir la paix et la sécurité au sein de la région.

2008 – Lancement de l'Union pour la Méditerranée au Sommet de Paris

En 2008, un nouvel élan est donné au partenariat euro-méditerranéen grâce à la création de l'Union pour la Méditerranée. Le travail de l'UpM se fonde sur la coprésidence du nord et du sud, actuellement assurée par l'Union européenne et la Jordanie.

2010 – Création du Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée

Le Secrétariat général de l'UpM (SUpM) est créé à Barcelone en tant qu'institution opérationnelle qui vise à stimuler le dialogue régional entre les États membres et les parties prenantes de l'UpM, à encourager les synergies et la coordination entre eux et à promouvoir des projets et des initiatives régionales ayant un impact direct sur la vie des citoyens.

« L'année 2015 marque le 20^e anniversaire du Processus de Barcelone »

Quels sont les principaux piliers de l'UpM ?

Coopération régionale

De nombreux défis économiques et sociaux de la région méditerranéenne sont directement liés à une faible intégration régionale. Dans ce contexte, l'action du Secrétariat général se concentre sur la promotion de projets de coopération régionale conçus pour renforcer l'intégration au sein de la région et, de ce fait, contribuer à accroître la croissance et la compétitivité des pays de la région.

Co-appropriation

Les pays du sud et du nord de la région coopèrent sur un pied d'égalité dans un même esprit de codécision et de responsabilité partagée entre les deux rives de la Méditerranée. Il s'agit là d'une avancée notable depuis le Processus de Barcelone, qui se traduit par la mise en place d'une coprésidence entre le nord et le sud de la région.

Géométrie variable

Pour favoriser plus de flexibilité, la géométrie variable permet à un petit nombre de pays de décider, en accord avec les membres, de coopérer et de participer à des projets d'intérêt commun.

Faits et chiffres 2014-2015

Dernières conférences ministérielles de l'UpM

- Économie bleue (novembre 2015)
- Économie numérique (sept. 2014)
- Environnement et changement climatique (mai 2014)
- Coopération industrielle (févr. 2014)
- Énergie (déc. 2013)
- Transport (nov. 2013)
- Renforcement du rôle de la femme dans la société (sept. 2013)



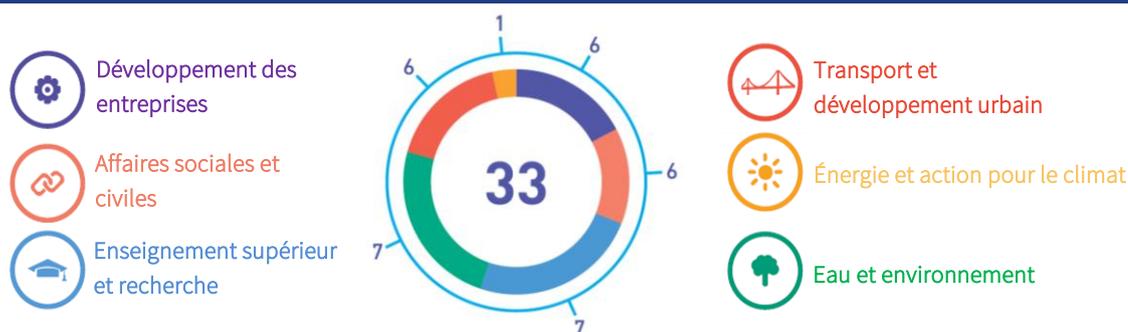
Plateforme pour la coopération

- 8 conférences de haut niveau (changement climatique, emploi, sécurité alimentaire, coopération économique, autonomisation des femmes, secteur privé et transports)
- 18 réunions des ambassadeurs des 43 membres
- > 100 forums et tables rondes d'experts rassemblant près de 5000 parties prenantes

Augmentation significative du nombre de projets labellisés par l'UpM

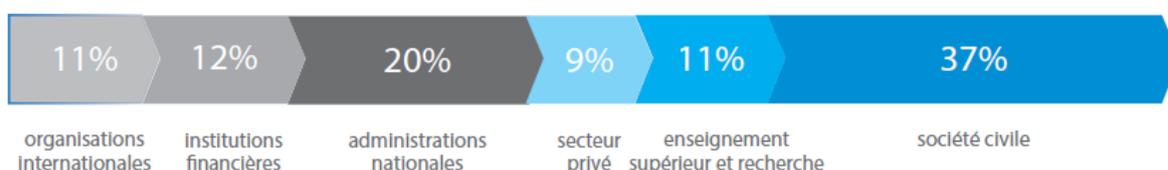


Projets labellisés par domaine prioritaire

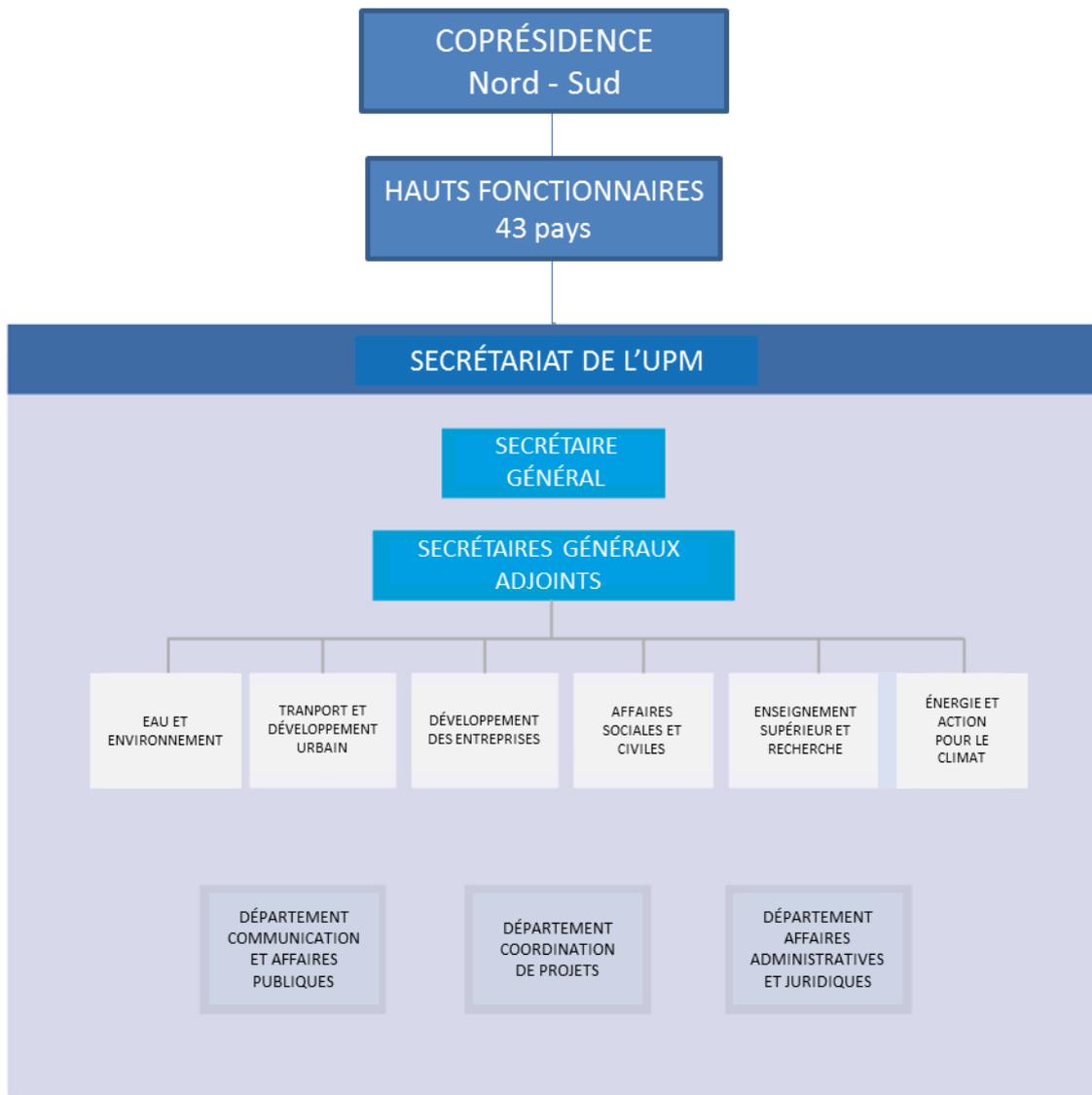


50 % des projets labellisés en cours de mise en œuvre

Par promoteur



Gouvernance



► Coprésidence

L'Union pour la Méditerranée est coprésidée par un président provenant du Nord et un président provenant du Sud de la région méditerranéenne. Depuis 2012, cette coprésidence, soutenue par le Secrétariat général basé à Barcelone, est assurée par l'Union européenne et la Jordanie. La coprésidence nord-sud a été introduite par le Sommet de Paris, tenu le 13 juillet 2008, comme l'une des mesures permettant d'accroître le sentiment de co-appropriation et d'améliorer l'équilibre entre les participants dans le processus.



Coprésidents de l'UpM, M^{me} Federica Mogherini, haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, et M. Nasser Judeh, ministre des Affaires étrangères du Royaume hachémite de Jordanie, aux côtés du Secrétaire général de l'UpM, M. Fathallah Sijilmassi.

► Hauts fonctionnaires

Les pays membres de l'Union pour la Méditerranée se réunissent régulièrement au niveau des hauts fonctionnaires issus des ministères des Affaires étrangères des 43 pays membres et des institutions de l'UE. Les réunions des hauts fonctionnaires (SOM) supervisent et coordonnent le travail de l'Union pour la Méditerranée et de son Secrétariat général. Ils approuvent le budget et le programme de travail du Secrétariat général, et préparent les réunions ministérielles. Ils discutent également des propositions de projet soumises par le Secrétariat général afin qu'elles soient approuvées et adoptées. Les hauts fonctionnaires de l'UpM prennent leurs décisions par consensus.

► Secrétaire général



« Il est crucial d'encourager une approche globale et équilibrée au sein du partenariat euro-méditerranéen, tant sur le plan du développement que sur celui de la sécurité. Les défis sécuritaires et socio-économiques grandissants rendent le dialogue régional plus important que jamais. »

 @FSijilmassi

M. Fathallah Sijilmassi est Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée depuis le 1^{er} mars 2012. Il a été réélu Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée le 4 décembre 2014. Diplomate de carrière au sein de l'administration marocaine depuis 1989, il est spécialisé dans le domaine des relations économiques internationales et, notamment, des questions euro-méditerranéennes.

Après un passage par le secteur bancaire, il a participé activement aux négociations engagées pour conclure des accords de libre-échange avec l'Union européenne, les États-Unis et plusieurs pays arabes et africains. À partir de 1999, il a occupé diverses fonctions au sein du ministère marocain des Affaires étrangères: directeur de la coopération multilatérale, directeur des affaires européennes et ambassadeur chargé du Processus euro-méditerranéen de Barcelone. En 2003, il a été nommé ambassadeur auprès de l'Union européenne, puis ambassadeur en France. En 2009, il devient D.G de l'Agence marocaine pour le développement des investissements dont il assurera le lancement et l'essor.

Il est également officier de la Légion d'honneur et grand officier de l'Ordre national du mérite de la République française.

Cabinet



Jean-Christophe Menet
France



Ihab Fahmy
Égypte



Sudqi Omoush
Jordanie



Mário Soares Gomes
Portugal



Abdellatif Fezzani
Tunisie



Sergi Farré
Espagne

Domaines prioritaires

L'Union pour la Méditerranée se concentre sur six domaines thématiques, chacun traité par une division opérationnelle :

Développement des entreprises



Transport et développement urbain



Affaires sociales et civiles



Enseignement supérieur et recherche



Eau et environnement



Énergie et action pour le climat



L'Union pour la Méditerranée travaille sur trois stratégies thématiques :

Autonomisation des femmes

Développement durable

Employabilité des jeunes et croissance inclusive



Développement des entreprises

Stimuler l'emploi et soutenir les PME

CADRE POLITIQUE

Conférence ministérielle de l'UpM sur la coopération industrielle (à Bruxelles, le 19 février 2014) ;

Conférence ministérielle de l'UpM sur l'économie numérique (à Bruxelles, le 30 septembre 2014).

PRIORITÉS DE L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

- ④ Encourager la création d'emploi et soutenir le développement des PME au travers de l'Initiative Méditerranéenne pour l'Emploi de l'UpM (Med4Jobs).
- ④ Élaborer une stratégie pour le développement du secteur privé.
- ④ Faire avancer l'économie numérique et soutenir les industries culturelles dans la région.



Claudio Cortese

Premier Secrétaire général adjoint
de l'Union pour la Méditerranée

« Le développement du secteur privé, le soutien à la création d'emploi, la répartition équitable des bénéfices économiques ainsi que le renforcement de la coopération et de l'intégration régionale sont des facteurs clés contribuant au développement économique national. Ainsi, des actions concrètes, des résultats tangibles sur le terrain et des projets avec une réelle répercussion sur le bien-être des citoyens sont d'une importance capitale. Pour toutes ces raisons, le Secrétariat général de l'UpM, au travers de sa division Développement des entreprises, se positionne comme un partenaire de choix, un conseiller de confiance et un courtier du savoir crédible. »

M. Claudio Cortese a été nommé Premier Secrétaire général adjoint de l'Union pour la Méditerranée le 1^{er} avril 2013. Son parcours professionnel commence par une période dans le secteur privé avant de rejoindre, en 1981, la Banque européenne d'investissement (BEI). Il a participé au lancement de la FEMIP (Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat) et a contribué à la définition de sa stratégie pour la région méditerranéenne et à sa mise en œuvre. Il a finalement quitté la BEI en tant que Directeur général honoraire. M. Claudio Cortese est diplômé en sciences économiques et affaires internationales, ainsi que titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur en économie. Il est officier de l'Ordine al Merito della Repubblica Italiana et chevalier de l'Ordre national de la République de Côte d'Ivoire.

ZOOM SUR UN PROJET

[Établissement d'une plateforme régionale pour le développement de pôles d'industries culturelles et créatives de la région sud de la Méditerranée :](#)



Ce projet vise à encourager la coopération entrepreneuriale, à exploiter le potentiel des industries culturelles et créatives, ainsi qu'à promouvoir de nouvelles perspectives d'emploi et une croissance inclusive dans la région sud de la Méditerranée.

Dans le but de promouvoir l'emploi, l'employabilité et le développement des affaires dans la sud de la Méditerranée, de contribuer au développement industriel et, par conséquent, de permettre la création de micro, petites et moyennes entreprises. Le projet, soutenu par la Commission européenne, a pour objectif de développer un programme régional relatif aux pôles d'industries culturelles et créatives. Ce programme, intitulé « *Soutenir le développement de pôles d'industries culturelles et créatives dans le sud de la région méditerranéenne* », a été élaboré et mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Lancé au cours du premier trimestre 2014, ce projet vise à renforcer les capacités commerciales et à favoriser la coopération entrepreneuriale et le développement dans les industries culturelles et créatives. Ce projet s'inscrit dans le cadre du deuxième volet majeur de l'[Initiative Méditerranéenne pour l'Emploi \(Med4Jobs\)](#) : le développement du secteur privé et la promotion de la croissance inclusive.

AUTRES PROJETS ET INITIATIVES

- [Promouvoir l'inclusion financière par l'intermédiaire des services financiers mobiles dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée](#)
- [Génération entrepreneur](#)
- [Initiative Méditerranéenne pour l'Emploi \(Med4Jobs\)](#)
- [Centre euro-méditerranéen pour le développement des entreprises \(CDEM\)](#)
- [Réseau Entreprendre en Méditerranée](#)

EXPERTS



Kevin Bortz

*Directeur général
opérations financières*
France



Sherif Younis

Conseiller financier
Égypte



Fawzi Dib

Conseiller
Algérie



Transport et développement urbain

Faciliter le transport et la mobilité par voie terrestre et maritime
Promouvoir des projets urbains durables et innovants

CADRE POLITIQUE

Conférence ministérielle de l'UpM sur le transport (à Bruxelles, le 14 novembre 2013) ;
Conférence ministérielle de l'UpM sur le développement urbain durable (à Strasbourg, le 10 novembre 2011).

PRIORITÉS DE L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

- ⊕ Propulser le réseau transméditerranéen de transport (RTM-T) en fournissant un soutien technique permanent et en mobilisant les fonds disponibles.
- ⊕ Promouvoir les projets régionaux contribuant à favoriser une croissance et une intégration régionale durable.
- ⊕ Faire avancer la stratégie euro-méditerranéenne de développement urbain durable.
- ⊕ Identifier et promouvoir les projets urbains innovants avec des partenaires institutionnels de l'UpM dans le cadre de l'Initiative pour le financement de projets urbains (UPFI).



Amb. Yigit Alpogan

Secrétaire général adjoint

Transport et développement urbain



Le Secrétariat général de l'UpM réitère son engagement actuel en vue d'atteindre son objectif premier : améliorer les conditions de vie dans notre région, où le développement urbain connaît une expansion rapide en raison de la pression démographique et environnementale. Il reconnaît également que l'optimisation des voies commerciales terrestres et maritimes et le renforcement d'une coopération étroite entre les États membres sont des aspects indispensables permettant d'obtenir une croissance et un développement économique durable. La promotion des projets et des initiatives phare dans le domaine des transports et des projets urbains durables et innovants, modèles de pratiques exemplaires, demeure une priorité au sein de l'agenda de l'UpM. »

Né à Ödemiş (Turquie) en 1945, l'Ambassadeur Yigit Alpogan est diplômé de la faculté des sciences politiques de l'université d'Ankara. Il a occupé divers postes au sein du ministère des Affaires étrangères : directeur général pour la politique latérale et les affaires maritimes et de l'aviation du ministère des Affaires étrangères, et sous-secrétaire d'État adjoint, entre autres. Il a également participé à des missions turques dans divers pays étrangers. Il est devenu ambassadeur en 1995 et a exercé cette fonction au sein de plusieurs ambassades telles que celles d'Achgabat et d'Athènes, avant de devenir le premier civil à être nommé Secrétaire général du Conseil de sécurité nationale turc (de 2004 à 2007), à la lumière des réformes entreprises pour le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. L'ambassadeur Yigit Alpogan a ensuite été nommé ambassadeur à Londres (de 2007 à 2010) et, au cours de son mandat, a été élu « diplomate de l'année ». Il a également été décoré par le gouvernement turkmène ainsi que par la ville d'Athènes. Il a finalement rejoint le Secrétariat général de l'UpM en 2010 en tant que Secrétaire général adjoint de la division Transport et développement urbain.

ZOOM SUR UN PROJET

Projet Sfax Taparura de l'UPFI



L'Initiative pour le financement de projets urbains (UPFI) a officiellement été lancée en avril 2014, avec pour objectif la création d'un cadre partagé et commun pour le développement de stratégies et de projets de développement territorial, urbain et durable.

En insufflant une nouvelle dynamique à une zone urbaine sous-développée, Sfax Taparura fait partie des projets choisis par l'UPFI. Il est consacré à redynamiser Sfax, une des villes industrielles et commerciales les plus importantes du sud de la Tunisie. Lieu historique de l'industrie du phosphate, son développement a été entravé par de forts niveaux de pollution. Après la dépollution de la ville de la côte nord du pays, le projet prévoit la réhabilitation de ses plages et la création de 420 hectares de terre pour étendre la région métropolitaine. Ce projet entraînera la modernisation de la région et le développement d'un nouveau centre urbain avec des équipements et des infrastructures de base afin de l'intégrer au reste de la ville.

De nouveaux logements, activités et services commerciaux, espaces verts, zones d'équipements publics et hôtels seront construits, permettant d'accueillir environ 50 000 résidents et de créer de nouvelles perspectives d'emploi une fois le projet arrivé à son terme.

Ce dernier visera à garantir un équilibre entre l'environnement naturel et le développement économique, en fournissant une dynamique de développement durable mettant en valeur les atouts économiques de la région.

AUTRES PROJETS ET INITIATIVES

- [Logismed-TA](#)
- [Projet de Développement urbain d'Imbaba](#)
- [Axe autoroutier trans-maghrébin](#)
- [Réseau ferroviaire jordanien](#)
- [Plan d'aménagement de la vallée du Bouregreg](#)

EXPERTS



Guy Fleuret
Directeur
général
France



**Victoria
Jimenez**
Chargé de
projets
Espagne



**Salvatore
D'Alfonso**
Chargé de
programmes
Italie



**Pakize
Adalioglu**
Expert
Turquie



Affaires sociales et civiles

Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation socio-économique des femmes



CADRE POLITIQUE

Conférence ministérielle de l'UpM sur le rôle de la femme dans la société (à Paris, les 11 et 12 septembre 2013).

PRIORITÉS DE L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

- ∞ Faire avancer l'agenda régional sur la question de l'égalité des sexes et développer une initiative quant à l'autonomisation des femmes euro-méditerranéennes.
- ∞ Faciliter l'accès des femmes au marché du travail et aux réseaux d'entreprises.
- ∞ Intégrer l'approche de genre dans les projets et initiatives de l'UpM.



Amb. Delphine Borione

Secrétaire générale adjointe
Autonomisation des femmes
et affaires sociales



Travailler au sein de l'environnement multiculturel du Secrétariat général de l'UpM est une expérience extrêmement enrichissante et stimulante. Je suis honorée de contribuer à réaliser l'ambition de l'UpM d'aller de l'avant, en collaboration avec toutes les parties prenantes concernées, sur les questions de la coopération régionale, de la cohésion et de la croissance socio-économique inclusive au sein de la région euro-méditerranéenne. Répondre aux besoins des jeunes, développer l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes, et améliorer la participation de la société civile dans la région euro-méditerranéenne sont les principales priorités de la division Affaires sociales et civiles, afin de placer le bien-être des personnes au cœur de sa mission. »

M^{me} Delphine Borione est une diplomate et ancienne ambassadrice qui a étudié à l'École nationale d'administration française. Elle a occupé de nombreux postes de haut niveau dans les domaines des relations multilatérales, économique, culturel et de l'éducation. En tant que diplomate, elle s'est d'abord occupée des problèmes environnementaux au sein du ministère français des Affaires étrangères (MFA), puis elle a rejoint le Programme alimentaire mondial (PAM). En 1999, elle s'est rendue aux Balkans afin de participer à des opérations d'aide humanitaire aux réfugiés kosovars, puis a rejoint la mission des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Elle est ensuite retournée à Paris en l'an 2000 où elle a été chargée de la préparation et de la coordination de la présidence française du sommet du G8. De 2003 à 2006, elle a été Conseillère culturelle de l'ambassade de France en Italie. De retour à Paris, elle est devenue conseillère à l'Élysée et, en novembre 2007, elle a été nommée chef du Bureau de liaison français, puis ambassadrice de la France au Kosovo. Enfin, de 2009 à 2012, elle a assuré la fonction de coopération culturelle et du français au sein du MFA.

ZOOM SUR UN PROJET

Jeunes femmes créatrices d'emploi



Le projet « **Jeunes femmes créatrices d'emploi** » est promu par l'AFAEMME, l'Association des organisations des femmes d'affaires méditerranéennes, en partenariat avec des associations nationales de femmes d'affaires, et en étroite coopération avec des universités nationales et des centres d'éducation des pays concernés. A la suite du succès de la première phase du projet, qui a compté près de 800 étudiantes de 32 universités participantes en Jordanie, au Maroc, en Palestine et en Espagne, la Phase II vient d'être lancée en Albanie, en Egypte, en Jordanie, au Maroc, en Palestine, en Espagne et en Tunisie, dans l'objectif de promouvoir le travail autonome et l'entrepreneuriat parmi plus de 700 jeunes étudiantes afin de les encourager à créer leurs propres entreprises.

Les bénéficiaires du projet vont bénéficier de formations relatives à la création d'entreprises, aussi bien sur les aspects légaux, le développement d'un « Business plan » avec une perspective de genre et les aspects financiers clés. Des associations nationales de femmes d'affaires vont guider les jeunes femmes pour transformer leurs idées d'entreprises en un plan d'affaire professionnel et leur fourniront une formation spécifique en marketing, en gestion et en compétences financières, ainsi que des séances de tutorat individuelles à toutes les étapes visant à aider les jeunes femmes à entreprendre leurs projets et à les assister dans l'accès au financement et à l'investissement.

AUTRES PROJETS ET INITIATIVES

- [Les compétences au service de la réussite – employabilité des femmes](#)
- [Développer l'autonomie des femmes](#)
- [Former des citoyens responsables – Promouvoir l'éducation civique afin de prévenir la violence à l'école, en particulier à l'encontre des jeunes filles et des femmes.](#)
- [Croissance CEED: Développement des petites et moyennes entreprises](#)
- [Femmes d'avenir en Méditerranée](#)

EXPERTS



Allal Ouazzani Touhami

*Conseiller diplomatique
Maroc*



Fatiha Hassouni

*Chargé de programmes
Maroc*



Enseignement supérieur et recherche

Faciliter la mobilité des étudiants et leur employabilité au travers de l'éducation

CADRE POLITIQUE

Première Conférence ministérielle euro-Méditerranéenne sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique (au Caire, le 18 Juin 2007) ;

Conférence euro-Méditerranéenne sur la recherche et l'innovation (à Barcelone, le 2 avril 2012).

PRIORITÉS DE L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

- ① Valoriser les deux centres régionaux d'enseignement supérieur dans la région euro-méditerranéenne : Université euro-méditerranéenne de Fès et Université EMUNI.
- ① Faciliter la coordination et fournir une plateforme pour l'enseignement supérieur et la mobilité des jeunes en Méditerranée.
- ① Améliorer la qualité de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur dans la région en vue d'accroître l'employabilité des étudiants.
- ① Favoriser le dialogue nord-sud dans le cadre de la recherche scientifique en Méditerranée.



Professeur Ilan Chet

Secrétaire général adjoint

Enseignement supérieur et recherche



Au sein de notre division, nous nous chargeons de l'ensemble des aspects liés à l'éducation, allant de la formation professionnelle à l'enseignement supérieur et à la recherche, en vue d'améliorer la mobilité des étudiants et l'employabilité des jeunes. La valeur ajoutée est d'accroître le potentiel d'intégration régionale parmi les pays euro-méditerranéens au travers de projets concrets axés sur l'éducation et avec des retombées positives sur le développement socio-économique. »

Né à Haïfa (Israël) en 1939, le professeur Ilan Chet a terminé ses études doctorales en microbiologie à la faculté d'agriculture de l'université hébraïque de Jérusalem. Il a été doyen de la faculté d'agriculture et vice-président de l'université hébraïque, ainsi que président de l'institut Weizmann. M. Ilan Chet est un membre de l'Académie israélienne des sciences et lettres, et membre de l'Académie européenne des sciences. Il est l'auteur de plus de 380 articles, a publié 5 livres et est titulaire de 38 brevets. Le professeur Chet a obtenu plusieurs doctorats honorifiques de diverses universités et a reçu le prix Rothschild, le prix Max-Planck, le prix d'Israël, le prix Wolf, la croix de l'Ordre du Mérite de la République fédérale allemande et la Légion d'honneur en France, entre autres.

ZOOM SUR UN PROJET

Université euro-méditerranéenne de Fès



L'université euro-méditerranéenne de Fès (UEMF) constituera un nouveau pôle régional d'excellence et sera prêt à accueillir la première promotion en 2016 et près de 6 600 étudiants de toute la région à l'horizon 2024. L'université offrira un large éventail de programmes, allant des sciences humaines et sociales à l'ingénierie, et les cours seront axés sur des sujets prioritaires pour le développement de la région.

L'UEMF sera l'unique campus régional contribuant au dialogue, à l'échange culturel et à la coopération au sein de l'enseignement supérieur et de la recherche entre les deux rives de la Méditerranée.

Cette approche euro-méditerranéenne innovante se reflètera non seulement sur la diversité des nationalités des étudiants, des professeurs, des chercheurs et du personnel non académique, mais également dans les langues et le contenu des programmes qui se concentreront sur des sujets ayant une forte incidence sur le développement intégré de la région.

Elle vise à fournir des programmes de recherche et d'éducation de haut niveau pour l'ensemble des échelons universitaires (Licence, Master et Doctorat), le tout dans un environnement international ; à proposer des programmes fondés sur des sujets ayant une forte incidence sur le développement de la région euro-méditerranéenne ; à favoriser la mobilité des étudiants et des chercheurs internationaux en mettant en place des diplômes doubles ou conjoints et en créant des possibilités de stage ; et à améliorer l'employabilité des étudiants et à encourager la création de sociétés créées par essaimage et de jeunes entreprises à travers la stimulation de la recherche, de l'innovation et du transfert de connaissances et de technologie.

Le promoteur du projet est le [ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Formation des cadres et de la Recherche scientifique du royaume du Maroc](#), sous les auspices de Sa Majesté Mohammed VI, roi du Maroc.

AUTRES PROJETS ET INITIATIVES

- [Réseau méditerranéen nouvelle chance \(MedNC\)](#)
- [Formations en sécurité alimentaire et développement rural](#)
- [Haute opportunité en Méditerranée pour le recrutement de cadres d'excellence \(HOMERe\)](#)
- [Programmes d'études EMUNI](#)

EXPERTS



Emmanuelle Gardan

*Chargé de programmes
France*



Núria Jové

*Analyste de projets
Espagne*



Eau et environnement

Promouvoir les projets sur l'eau et l'environnement pour un avenir durable en Méditerranée

CADRE POLITIQUE

Conférence ministérielle de l'UpM sur l'environnement et le changement climatique (à Athènes, le 13 mai 2014) ;

Initiative Horizon 2020 pour une Mer Méditerranée plus propre (auparavant appelée Initiative Horizon 2020 pour la dépollution de la mer Méditerranée) ;

Programme des Nations Unies pour l'environnement – Plan d'action pour la Méditerranée (PNUE-PAM).

PRIORITÉS DE L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

- ① Promouvoir l'accès aux ressources en eau et la gestion de l'eau.
- ① Protéger la mer Méditerranée et l'environnement et promouvoir de façon globale le développement durable.
- ① Contribuer aux efforts de dépollution et prévention de la pollution dans la région.



Nasser Tahboub

Secrétaire général adjoint
Eau et environnement



Des menaces environnementales et climatiques pèsent actuellement sur la Méditerranée, touchant directement et profondément sa population et son patrimoine naturel. Le SUPM est fermement déterminé à renforcer la coopération régionale au travers de partenariats solides, de plateformes pour le dialogue et de projets concrets comme le seul moyen d'apporter une réponse commune aux défis partagés de la région. L'engagement de tous les acteurs euro-méditerranéens à l'égard de la prévention de la pollution, de la préservation des ressources naturelles et de la stabilité du climat est la clé permettant d'améliorer les conditions de vie présentes et à venir. »

M. Naser Tahboub de Palestine a rejoint le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée en octobre 2014 en tant que Secrétaire général adjoint chargé de l'environnement et de l'eau. Il a également travaillé au sein du ministère des Finances en Palestine. Il a été directeur général de plusieurs banques palestiniennes et a assumé des responsabilités à haut niveau comme son poste de commissaire des taxes et des recettes palestiniennes. Il a assuré la fonction d'adjoint auprès du ministère des Finances de 2009 à 2013 et a commencé son parcours professionnel en tant que professeur à l'université de Beir Zeit en Palestine.

ZOOM SUR UN PROJET

[Programme intégré pour la protection du lac de Bizerte contre la pollution](#)



Situé au nord de la Tunisie, le lac de Bizerte est relié à la mer Méditerranée et se trouve à proximité des réserves naturelles du sol (Parc national de l'Ichkeul) et de la mer (zones marines protégées de Cap blanc et Cap Serrat). Le lac de Bizerte est touché par la pollution marine et a été placé à la tête des priorités de dépollution du gouvernement tunisien et de l'Initiative Horizon 2020 de l'UpM.

Le projet soutiendra les mesures de dépollution et prévention de la pollution du lac de Bizerte et son impact sur la mer Méditerranée par le biais d'une approche intégrée et concertée incluant des installations pour réduire les déchets solides et liquides ainsi que les émissions atmosphériques autour du lac, qui pourraient porter atteinte à la qualité du milieu marin et des écosystèmes côtiers, ainsi qu'à la qualité de vie dans la région nord de la Tunisie. De par son approche inclusive, le projet prévoit une forte implication des parties prenantes au niveau local.

AUTRES PROJETS ET INITIATIVES

- [Usine de dessalement pour la bande de Gaza](#)
- [Gouvernance et financement du secteur de l'eau en Méditerranée](#)
- [Plateforme méditerranéenne des connaissances sur l'eau](#)
- [Projet méditerranéen ReSCP Post Rio +20](#)
- [BLUEGREEN MED-CS : mise en réseau des organisations de la société civile de la région méditerranéenne sur les questions de l'environnement et de l'eau](#)
- [Programme de renforcement des capacités concernant l'intégrité dans le domaine de l'eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord](#)

EXPERTS



Almotaz Abadi

*Expert
Palestine*



Alessandra Sensi

*Chargé de programmes
Italie*



Énergie et action pour le climat

Stimuler le développement du marché de l'énergie durable
Relever les défis du changement climatique

CADRE POLITIQUE

Conférence ministérielle de l'UpM sur l'énergie (à Bruxelles, le 11 décembre 2013) ;

Conférence ministérielle de l'UpM sur l'environnement et le changement climatique (à Athènes, le 13 mai 2014) ;

Coopération régionale en matière d'énergie, arrêt des Hauts Fonctionnaires de l'UpM (à Bruxelles, le 31 mars 2015).

PRIORITÉS DE L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

- ❖ Renforcer le dialogue structurel régional sur l'énergie et le changement climatique entre les États membres, les institutions financières, les organisations régionales, les entreprises industrielles et les experts.
- ❖ Soutenir les projets, de l'identification des priorités à leur mise en œuvre, avec les ressources les plus appropriées.
- ❖ Promouvoir des projets et leur reproductibilité dans la région.



Teresa Ribeiro

Secrétaire générale adjointe
Énergies renouvelables et
changement climatique

M^{me} Teresa Ribeiro a été nommée Secrétaire générale adjointe pour l'énergie du Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée en 2013.

Ancienne secrétaire d'État du ministère des Affaires étrangères du Portugal, elle a occupé différents postes au cours de sa carrière, notamment dans les domaines de la communication, des relations internationales, du commerce et des investissements. Elle a travaillé étroitement avec les institutions de l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et l'UNESCO. Elle a été directrice exécutive de l'AICEP (Agence pour l'investissement et le commerce extérieur du Portugal) et directrice générale de l'Institut portugais des médias (Instituto de Comunicação Social). Elle est titulaire d'un master en philosophie et d'un diplôme en « Driving Government Performance » de l'École John F. Kennedy School of Government de l'université de Harvard.



Les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique offrent une chance unique aux pays de réduire leur vulnérabilité en matière de sécurité énergétique (qui est en tête de liste de l'agenda politique international), d'établir une résistance au climat dans notre société et de faciliter la transition vers de nouveaux modèles de développement durable. »

ZOOM SUR UN PROJET

[Tafila Wind Farm](#)



Le projet Tafila Wind Farm ouvre de nouveaux horizons aux projets d'énergie renouvelable dans la région méditerranéenne. Le projet jordanien couvrira 3 % de la demande en électricité nationale et créera de nouveaux emplois substantiels pour des travailleurs qualifiés. En tant qu'investissement privé, Tafila aura un impact direct sur le nombre croissant de possibilités de création d'entreprises dans la région.

Situé dans le gouvernorat de Tafila, le parc éolien de 117 MW participe à la stratégie jordanienne en matière d'énergie et aux objectifs relatifs aux énergies propres. La Jordanie a pris pour objectif ambitieux de porter à 10 % du total de sa production énergétique la part des énergies renouvelables d'ici à 2020, l'énergie éolienne représentant 66,6 %. En y contribuant, le projet s'aligne sur la volonté régionale de réduire la forte dépendance du pays en importation énergétique tout en développant les infrastructures utilisant les énergies renouvelables. Tafila créera également une chaîne de valeur au niveau local (offres d'emploi et de formation), améliorera l'accès à l'énergie et la sécurité énergétique, et émettra moins de gaz à effet de serre.

L'énergie éolienne est une énergie renouvelable prometteuse, et le parc éolien Tafila sera le premier projet utilisant une ressource propre, lancé en Jordanie et fournissant de l'énergie au réseau national. Il ouvre de nouveaux horizons aux projets d'énergie renouvelable dans la région méditerranéenne, exemple de partenariat entre le gouvernement et le secteur privé.

L'Union pour la Méditerranée a labellisé le projet Tafila Wind Farm en avril 2014 comme un projet majeur montrant l'exemple à d'autres promoteurs et institutions dans la région, tout particulièrement en raison de la coopération entre les secteurs public et privé.

AUTRES PROJETS ET INITIATIVES

- [Groupe d'experts de l'UpM sur le changement climatique](#)
- [Comité technique étendu sur l'énergie renouvelable \(RE\) et l'efficacité énergétique \(EE\)](#)
- [Plateformes sur le gaz, les marchés régionaux de l'électricité et l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique](#)

EXPERTS



José Pintor

*Conseiller diplomatique
Espagne*



Nicolas Debaisieux

*Conseiller
Changement climatique
France*

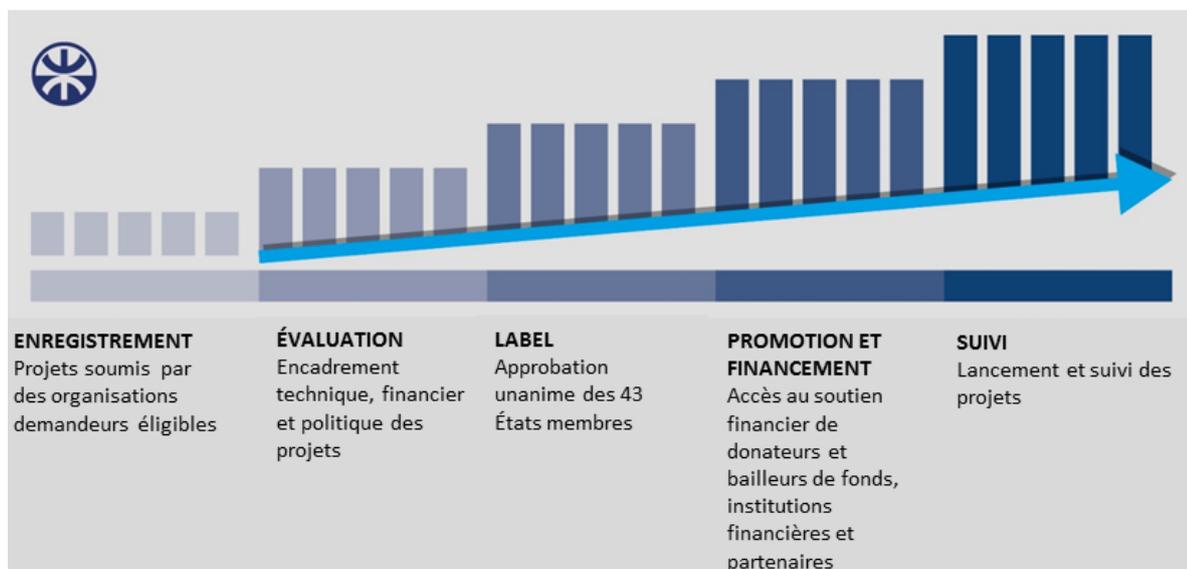


Olgu Okumuş

*Chargé de projets
Turquie*

Projets de l'UpM

En tant que plateforme régionale, nous agissons comme un catalyseur de projets et guidons les promoteurs de projets tout au long du cycle de vie du projet. Le traitement interne des projets suit une approche en cinq étapes (« phases »), visant à garantir la qualité et l'efficacité des projets.



Quel est le rôle de l'UpM dans le cycle de vie d'un projet ?

Fondé sur un ensemble de critères stratégiques, le SUPM fait la promotion de projets de qualité, ayant de fortes retombées socio-économiques, afin de renforcer l'intégration régionale. Le rôle principal de l'UpM est de guider les promoteurs de projets pour une mise en œuvre efficace des activités par le biais de la promotion, de la suppression des obstacles, des conseils et d'une aide technique ainsi qu'en facilitant l'accès au large réseau de partenaires de l'UpM.

Dans le cadre de la promotion des projets, le Secrétariat général donne l'accès à un réseau de bailleurs de fonds et guide les promoteurs dans leurs campagnes de financement et dans la préparation des stratégies de mise en œuvre des projets. L'UpM collabore étroitement avec les partenaires des projets, tels que des entités privées, des autorités publiques et des organisations de la société civile, impliqués dans le financement, la préparation technique et la mise en œuvre des projets.

Qu'est-ce qu'un projet labellisé et qu'elle est sa valeur ajoutée ?

Le label UpM signifie que le projet a reçu un soutien unanime des 43 pays membres. Ce label sensibilise et offre une meilleure visibilité aux projets, attire le soutien, mobilise les partenaires et donne accès au financement. Le fait de recevoir l'aval des 43 pays permet de trouver des solutions en facilitant les conditions de mise en œuvre de projets régionaux complexes et de faciliter l'accès des promoteurs aux partenaires euro-méditerranéens du Secrétariat général pour que cette idée de projet devienne une réalité sur le terrain.

Comment est adopté un projet de l'UpM ?

Les projets sont adoptés par consensus par les 43 pays membres lors de la réunion des hauts fonctionnaires (SOM) après avoir été étudiés sur le plan technique et financier par des groupes d'experts. Les hauts fonctionnaires se réunissent régulièrement (tous les 2 ou 3 mois) pour discuter des problèmes qui touchent la région et pour déterminer les priorités du Secrétariat général relatives aux projets, aux politiques et aux processus. L'examen régulier et l'implication des 43 représentants des pays et autorités nationales fournissent un cadre unique permettant une bonne mise en œuvre des projets.

Conseillers financiers de haut niveau



Kevin Bortz

Détaché par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)



Guy Fleuret

Détaché par la Caisse des dépôts et consignations (CDC)



Robert Feige

Détaché par la Banque européenne d'investissement (BEI)

DIRECTION DE PROJETS



Sylvie Millot

Directrice exécutive de projets
France

Détachée par la Commission européenne, M^{me} Sylvie Millot possède une longue expérience dans les relations extérieures européennes et dans le développement de programmes de coopération et d'instruments financiers. Elle a été responsable de la coopération au sein de la délégation de l'UE au Maroc avant de rejoindre le Secrétariat général de l'UpM en février 2014 en tant que Directrice exécutive de projets.



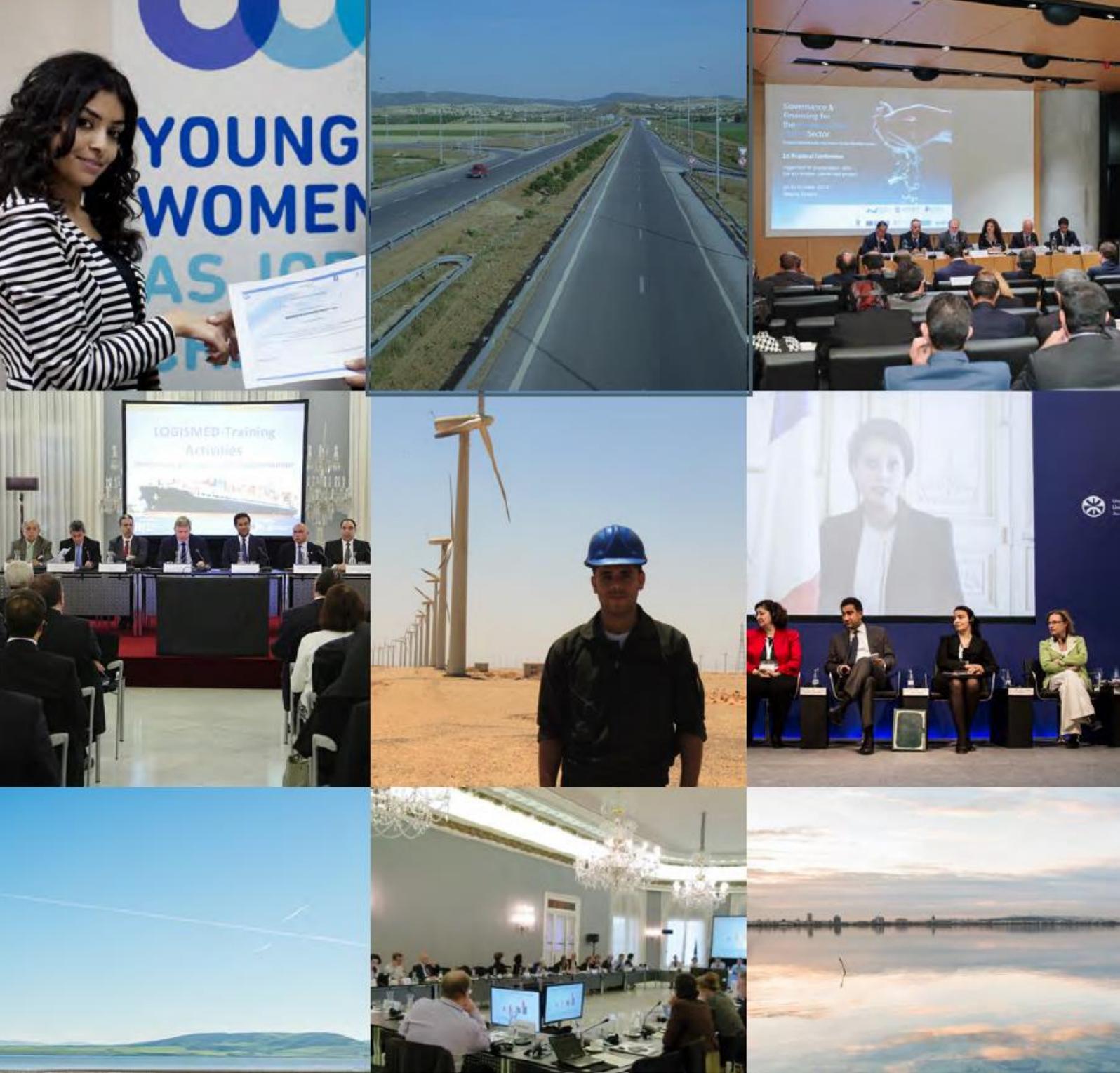
Kenza Zerrou

Chargé de programmes
Maroc



Miriam Leuschner

Chargé de projets junior
Allemagne



ufmsecretariat



union-for-the-mediterranean



@UFMSecretariat

Contactez l'équipe de communication de l'UpM

@ media@ufmsecretariat.org



Adèle Peenaert

Affaires publiques
+34 935 21 41 97



Cristina Giner

Médias
+34 935 21 41 69



Isabel Pardillos

Communication
+34 935 21 41 98